

Turquie diplomatie : Israël essaye de renouer avec la Turquie.

jeudi 26 novembre 2009, par [Jean Marcou](#)

La venue en Turquie du ministre israélien du travail, du commerce et de l'industrie, Benjamin Ben-Eliezer, les 23 et 24 novembre 2009, pour une commission économique mixte, a été le premier contact de niveau ministériel entre les deux pays, depuis l'intervention militaire israélienne à Gaza, au début de cette année. Israël et la Turquie, qui ont aussi repris des exercices militaires conjoints récemment, essayent donc actuellement de restaurer une relation fortement entamée par l'affaire de Gaza et les réactions qu'elle a provoquées de part et d'autre. Mais Tel-Aviv paraît, en fait, plus motivée dans une telle démarche qu'Ankara, qui reste encore sceptique face aux avances qui lui sont faites.

Le 23 novembre 2009, Benjamin Ben-Eliezer (à gauche sur la photo), qui s'est entretenu, avec le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu (à droite sur la photo), a évoqué une possible relance des négociations indirectes israélo-syriennes, sous l'égide de la Turquie, une hypothèse qui avait pourtant été exclue antérieurement par le chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman. Mais le ministre israélien a dit qu'il était envoyé par le premier ministre, Benjamin Netanyahu en personne, et qu'il s'exprimait au nom de son gouvernement. Toutefois, Ahmet Davutoğlu aurait clairement signifié à Benjamin Ben-Eliezer qu'il ne fallait pas attendre de réchauffement entre les deux États, si la situation à Gaza ne s'améliorait pas, et si Israël ne permettait pas à des visiteurs étrangers de se rendre dans l'enclave palestinienne. En octobre dernier, le chef de la diplomatie turque avait annulé une visite, qu'il devait faire en Israël, en raison du refus qui lui avait été opposé par les autorités israéliennes de se rendre à Gaza. Lors de son séjour en Turquie, Benjamin Ben-Eliezer a réitéré l'opposition de principe que maintenait son gouvernement aux visites à Gaza d'officiels de gouvernements étrangers. « Ils sont les bienvenus en Israël et en Cisjordanie, mais pas à Gaza », a-t-il notamment déclaré.

Le ministre israélien, connu pour ses opinions favorables à la Turquie, a toutefois été très positif, quant au déroulement de la commission économique mixte. Les contacts entre les officiels des deux pays ont été qualifiés de fructueux. Benjamin Ben-Eliezer a en particulier souligné qu'Israël et la Turquie partageaient « des valeurs démocratiques communes », et n'a pas hésité à affirmer : « je n'ai aucun doute que nous devons maintenir notre amitié dans le droit chemin. ». Le ministre turc de la défense, Vecdi Gönül, qui co-présidait la rencontre avec la délégation israélienne lui a répondu « qu'Israël avait une importance particulière pour la Turquie et que les deux pays devaient veiller à étendre leur coopération. »

Pourtant, l'invitation à venir en Israël, que le ministre israélien a transmise au président Gül, au nom de Shimon Peres, n'a pas recueilli l'enthousiasme de l'intéressé, qui a laissé entendre qu'il ne pouvait y répondre favorablement dans le contexte actuel, en rappelant les points de désaccord de la Turquie quant au sort fait aux Palestiniens et quant à l'implantation de nouvelles colonies de peuplement. Le président turc a souligné, en outre, que ces désaccords étaient une opinion exprimée non seulement par la Turquie mais aussi actuellement par les Etats-Unis, et souhaité que son éventuelle venue en Israël soit précédée d'une visite du ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu. Mais aucune date précise n'a été fixée pour un tel déplacement.

S'exprimant sur le sujet, le 23 novembre, alors qu'il s'apprêtait à partir pour un déplacement en Lybie, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, a redit la disponibilité de la Turquie pour servir à nouveau de médiateur, si Israël et la Syrie reprenaient leurs négociations indirectes. Mais il a affirmé que son pays voulait travailler dans un esprit de « justice » et accusé Israël de s'opposer à l'aide turque destinée à la reconstruction de Gaza. Pour sa part, Benjamin Ben Eliezer, à l'issue de sa visite en Turquie, a démenti

des informations indiquant que l'aide humanitaire prévue pour Gaza fasse actuellement l'objet de blocages, et affirmé même que celle-ci serai plus importante aujourd'hui qu'avant l'intervention militaire de janvier dernier.

Le gouvernement Netanyahu essaye, à l'heure actuelle, de sortir de son isolement international, et il semble bien qu'il ait pu croire un moment qu'un accord donné à la reprise des négociations indirectes avec Damas sous l'égide de la Turquie suffirait à remettre son allié turc dans de meilleures dispositions à son égard. Le bilan mitigé de la visite de Benjamin Ben-Eliezer montre qu'il en faudra plus et que la Turquie ne paraît pas vraiment pressée de reprendre ce rôle de médiateur entre les Syriens et un gouvernement israélien qui, pour Ankara, doit encore faire ses preuves.

JM

Sources

Source : Ovipot,le 25.11.09